

## LES RELATIONS INTERNATIONALES À SCIENCES PO : LA NAISSANCE DU CERI ET L'ESSOR D'UN CHAMP DISCIPLINAIRE (1945-1968)

Sabine Jansen et Marie Scot

Presses Universitaires de France | « [Revue historique](#) »

2019/3 n° 691 | pages 669 à 704

ISSN 0035-3264

ISBN 9782130803195

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-historique-2019-3-page-669.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# ***Les relations internationales à Sciences Po : la naissance du CERI et l'essor d'un champ disciplinaire (1945-1968)***

Sabine JANSEN et Marie SCOT

Évoquant les débuts de la recherche au Centre d'études sociologiques, Johan Heilbron mentionnait que le développement de la sociologie après-guerre était « un phénomène un peu plus compliqué que certains [...] ont voulu le faire croire<sup>1</sup> ». On pourrait en dire autant de la constitution de la discipline des relations internationales en France après 1945 – dont l'étude a mobilisé successivement, voire simultanément, les approches biographique par l'étude des « pères fondateurs » de la discipline<sup>2</sup>; circulaire et transnationale, par

1. Johan Heilbron, « Pionniers par défaut ? Les débuts de la recherche au Centre d'études sociologiques (1946-1960) », *Revue française de sociologie*, 32-3, 1991, p. 365-379. Le numéro tout entier est consacré aux « Reconstitutions de la sociologie française 1945-1960 », par exemple Loïc Blondiaux, « Comment rompre avec Durkheim ? Jean Stœtzel et la sociologie française de l'après-guerre (1945-1958) », p. 411-441 ; Jean-René Tréanton, « Les premières années du Centre d'études sociologiques (1946-1955) », p. 381-404. Voir également le texte consacré à l'histoire du Centre de recherche sur le politique, l'administration et le territoire (CERAT) de l'IEP de Grenoble : Delphine Deschaux-Beaume, « Histoire organisationnelle et scientifique d'un laboratoire de recherche : le CERAT (1963-2003). Questionnements socio-historiques sur une ingénierie de gouvernement », 2005. Voir aussi le numéro spécial de la *Revue française de science politique*, vol. 67, 2017/1, « Pour une socio-histoire de la science politique ».

2. Voir le numéro spécial que la revue *Relations internationales* a consacré à « Jean-Baptiste Duroselle et l'histoire des relations internationales », à l'automne 1995, n° 93 et le récent colloque, organisé conjointement par le Labex-EHNE de Paris I et l'Institut historique allemand (DHIP-IHA), qui s'est tenu en juin 2017 et s'intitule « Pierre Renouvin, Jean-Baptiste Duroselle (1917-2017). La construction d'une disci-

l'analyse des échanges et des transferts<sup>3</sup> ; institutionnelle par la cartographie des champs et des mécanismes d'institutionnalisation<sup>4</sup> ; intellectuelle autour des phénomènes de fabrique disciplinaire et d'établissement de configuration disciplinaire<sup>5</sup>.

Cet article s'intéresse à la constitution, au sein de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP) d'un Centre d'études des relations internationales (CERI), considéré comme l'un des laboratoires pionniers dans l'émergence de la discipline en France, et revient sur le rôle de son directeur, Jean-Baptiste Duroselle, intronisé « précurseur/*forerunner* » et « père fondateur/*founding father* » de cette même discipline<sup>6</sup>.

Cette étude s'inscrit donc dans une perspective d'histoire institutionnelle et relationnelle, qui positionne le CERI dans des jeux d'échelle et d'emboîtements. Il le fait à trois niveaux : au sein d'abord du champ français des organismes traitant des relations internationales en cours de recomposition<sup>7</sup>, moins centralisé et plus collaboratif qu'il n'y paraît, au sein ensuite de l'institution bicéphale Sciences Po (IEP-FNSP) dont il est l'émanation<sup>8</sup>, au sein enfin d'un espace inter-

plaine, l'histoire des relations internationales » dont les actes paraîtront dans le courant de l'année 2020 : Laurence Badel (dir.), *Histoire et relations internationales. Naissance d'une discipline académique des années 1920 aux années 1950*.

3. Marie Scot, « L'influence intellectuelle et idéologique américaine sur la formation des élites en France. Le cas de Sciences Po, 1945-1960 », maîtrise d'histoire, université de Paris VIII, 2001. Nicolas Guillot, « "The French Connection". Éléments pour une histoire des relations internationales en France », *Revue française de science politique*, vol. 67, 2017/1, p. 43-67. Pour une vision d'ensemble : Ludovic Tournès, *Sciences de l'homme et politique. Les fondations philanthropiques américaines en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Classiques Garnier, 2011.

4. Nicolas Guillot (dir.), *The Invention of International Relations Theory. Realism, the Rockefeller Foundation and the 1954 Conference on Theory*, New York, Columbia University Press, 2011.

5. Jean Boutier, Jean-Claude Passeron, Jacques Revel, *Qu'est-ce qu'une discipline ?*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2006.

6. Cet article complète en cela celui de Nicolas Guillot, « The French Connection », art. cit. (n. 3), davantage centré sur l'histoire des idées et fondé sur les sources américaines.

7. Sabine Jansen, « L'expertise dans le domaine des relations internationales, entre voie nationale et modèle anglo-américain, le Centre d'études de politique étrangère et l'Institut français des relations internationales (1935-1985) », mémoire de HDR de l'IEP de Paris, mai 2016. Ce travail a été publiée sous le titre *Les Boîtes à idées de Marianne. État, expertise et relations internationales en France (1935-1985)*, Paris, Éditions du Cerf, 2017. Voir aussi Brigitte Mazon, *Aux origines de l'École des hautes études en sciences sociales. Le rôle du mécénat américain. 1920-1960*, Paris, Le Cerf, 1988.

8. La Fondation nationale des sciences politiques conserve d'importantes archives au sein de sa Mission Archives (Sciences Po, ISP-2SP) relatives à l'activité scientifiques et aux laboratoires de recherche, à croiser avec les archives administratives et pédagogiques (réformes de la scolarité, création du Troisième cycle, publications).

national de conversation et de co-production disciplinaires, à la fois européen et transatlantique<sup>9</sup>. Les bornes chronologiques – des années 1930 aux années 1970 – viennent compliquer ces variations géographiques par des jeux de temporalité, en remplaçant dans la longue durée le « moment de fondation », éminemment instable quant à l'établissement des « origines » et pourtant identifiable en tant que tel.

La perspective biographique est également présente ici tant la trajectoire professionnelle, la stratégie de carrière et l'investissement disciplinaire de Jean-Baptiste Duroselle<sup>10</sup> ont pesé dans l'essor des relations internationales à Sciences Po. Mais la biographie est aussi doublée d'un portrait de groupe<sup>11</sup> : le laboratoire de recherche est un milieu et un écosystème complexes<sup>12</sup> qui ne se réduit pas au rôle de quelques personnalités ; l'établissement d'une discipline relève d'un travail collectif, dont la réussite se mesure à l'aune de la constitution d'une communauté disciplinaire.

Cet article aborde, enfin, l'histoire intellectuelle des savoirs produits et reproduits (c'est-à-dire enseignés et diffusés) durant ces années d'émergence disciplinaire en s'intéressant – par-delà les notes programmatiques et la rhétorique parfois trompeuse des programmes et des rapports de recherche – à « la science telle qu'elle se fait », pour paraphraser Bruno Latour, et aux productions effectives des différents chercheurs et sections du laboratoire<sup>13</sup>.

9. Les archives américaines (notamment celles des fondations philanthropiques Rockefeller et Ford, conservées au Rockefeller Archives Center [RAC] de Tarrytown, près de New York), sont précieuses, pour disposer d'un regard étranger sur le champ, et par les correspondances et les programmes de recherche/rapports d'activité français conservés.

10. Les archives Jean-Baptiste Duroselle sont à présent accessibles, grâce au travail du laboratoire Sirice de Paris I et de l'Institut historique allemand, à l'Institut für Zeitgeschichte (IfZ) de Munich.

11. À ce titre, des entretiens ont été réalisés, avec notamment Serge Hurtig et Alfred Grosser, Fonds d'histoire orale de Sciences Po. Voir Anne Dulphy et Christine Manigand, « Entretien avec Pierre Gerbet », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 2007/2, accessible <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2007-2-page-13.html>.

12. Andrew Abbott, *Department and Discipline. Chicago Sociology at one Hundred*, Chicago, CUP, 1999.

13. Nous avons dépouillé les rapports d'activité fournis aux bailleurs de fonds (ministère des Affaires étrangères français et fondations philanthropiques américaines), mais également les sommaires des *Cahiers de la FNSP* et des revues spécialisées, *Politique étrangère* et *Revue française de science politique* (1951), débouchés des productions du CERI durant notre période, tout en établissant une table des principaux livres et articles publiés par les membres du laboratoire et des sujets de thèses soutenues au Troisième cycle.

LE CHAMP DES RELATIONS INTERNATIONALES EN FRANCE  
 AU LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE :  
 QUEL HÉRITAGE ?

*Un milieu plus collaboratif que compétitif*

Désireux de s'assurer le soutien des fondations philanthropiques américaines, Jean-Baptiste Duroselle, nommé professeur d'histoire à l'université de la Sarre en 1950, insiste auprès de ses interlocuteurs américains sur le caractère inédit de son programme scientifique et institutionnel dans le champ français des relations internationales. Or le terrain n'est vierge ni dans le domaine de l'enseignement ni dans celui de la recherche.

En premier lieu, l'héritage de l'entre-deux-guerres s'incarne dans l'Institut des hautes études internationales (IHEI), né en 1920 avec l'aide de la Dotation Carnegie pour la paix internationale et rattaché à l'université de Paris, et de l'Institut d'histoire des relations internationales contemporaines (IHRIC). Créé en 1936 par Pierre Renouvin pour gérer la Bibliothèque de documentation internationale (BDIC) et le Musée de la Grande Guerre, l'IHRIC participe par la suite au développement de l'enseignement et de la recherche à la Sorbonne. À partir de 1935, émerge par ailleurs une structure originale, le Centre d'études de politique étrangère (CEPE), qui n'est pas à strictement parler un organisme universitaire bien qu'il soit d'emblée étroitement lié à l'université de Paris (celle-ci l'héberge d'ailleurs les premières années).

Il est le produit dérivé d'une réflexion entamée dès 1922 dans le cadre de la Société des nations (SDN) par l'historien Sébastien Charléty au sein de la Commission française pour l'étude scientifique des relations internationales puis de l'Institut international de coopération intellectuelle (IICI), qui convoque une Conférence des institutions pour l'étude scientifique des relations internationales rebaptisée, en 1933, Conférence permanente des hautes études internationales ou *International Studies Conference (ISC)*<sup>14</sup>. Le CEPE, construit sur le modèle

14. Jean-Jacques Renoliet, *L'Unesco oubliée : la Société des Nations et la coopération intellectuelle 1919-1946*, Paris, Presses de la Sorbonne, 1999 ; Martin Grandjean, « Les Réseaux de la coopération intellectuelle. La Société des Nations comme actrice des échanges scientifiques et culturels de l'entre-deux-guerres », thèse de doctorat soutenue en 2018 à l'université de Lausanne, 2018. Voir aussi Ludovic Tournès, *Les États-Unis et la Société des Nations 1914-1946, Le Système international face à l'émergence d'une superpuissance*, Berne, Peter Lang, 2016 et David Long, « Who killed the International Studies Conference ? », *Review of International Studies*, n° 32, 2006, p. 603-622.

du *Royal Institute of International Affairs* (1920), a ainsi « pour objet de développer l'étude objective des questions internationales » et de servir de référent français au réseau des institutions européennes réunies sous l'égide de la Conférence. Il est porté sur les fonts baptismaux par plusieurs institutions, dont l'École libre des sciences politiques (ELSP/Sciences Po) et la BDIC, avec le soutien de la fondation Rockefeller et du ministère des Affaires étrangères français. Parmi ses membres fondateurs, figurent des personnalités de l'ELSP : René Seydoux, sous-directeur de l'École, André Siegfried et Pierre Renouvin<sup>15</sup>. Les liens avec les Sciences Po, selon le terme de l'époque, passent également par l'implication d'Étienne Dennery, secrétaire général du CEPE, qui enseigne depuis 1933 les problèmes du Pacifique au sein de la Section diplomatique de l'ELSP.

Après 1945, les Conseils d'administration du CEPE et de Sciences Po demeurent étroitement imbriqués puisque l'on y retrouve le directeur de l'Institut d'études politiques (IEP), Roger Seydoux (frère de René), André Siegfried, président de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), Gabriel Le Bras (vice-président du CEPE), Pierre Renouvin, futur président de la FNSP de 1959 à 1971, et Charles Morazé. Nombre de membres du CEPE enseignent à l'IEP. Ces participations croisées sont favorisées par le caractère restreint des cercles concernés, avant la massification de l'enseignement supérieur et l'internationalisation des parcours scientifiques, mais aussi par une forme de partage des tâches entre les deux établissements. L'un est un lieu de formation initiale pour des jeunes gens qui se destinent à l'exercice de fonctions administratives et politiques dans un cadre national, tandis que l'autre se veut un lieu d'information pour les journalistes, les diplomates et les décideurs et un lieu de formation continue, en accueillant de jeunes chercheurs spécialisés dans les questions internationales. La collaboration informelle qui existe entre le CEPE et Sciences Po est facilitée par la proximité physique : les étudiants de Sciences Po qui travaillent sur des questions de politique extérieure sont systématiquement orientés vers le Centre voisin, situé rue de Varenne<sup>16</sup>, particulièrement bien pourvu en périodiques étrangers. Son attractivité s'exerce aussi par les conférences qu'il organise sur des questions internationales d'actualité et par une revue, *Politique étrangère*, la première du genre en France, dont la diffusion contribue fortement à la valorisation de ses activités.

15. Sur ses origines, voir Sabine Jansen, *Les Boîtes à idées...*, *op. cit.* (n. 7), p. 35-94.

16. Témoignage de Walter Schütze à Sabine Jansen, 27/7/2011.

Du reste, le CEPE est le siège de la Commission française de coordination des études internationales, qui supervise les travaux de relations internationales sur le modèle des aires culturelles. Jacques Vernant, secrétaire général du Centre, est aussi, à partir de novembre 1945, celui de la Conférence permanente des hautes études internationales, dont les travaux reprennent dans le cadre de l'Unesco. Y participent, là encore, des personnalités investies rue de Varenne et rue Saint-Guillaume, comme Roger Seydoux, Charles Morazé, Jean Meynaud, secrétaire général de la FNSP et secrétaire exécutif de l'Association internationale de science politique (AISP).

La complémentarité entre le CEPE et la FNSP est un produit de l'histoire, les dirigeants de l'École libre ayant, avec d'autres, ressenti la nécessité de doter la France, au travers du Centre, d'un organisme dédié aux affaires internationales. Mais elle trouve aussi son explication dans les conceptions méthodologiques de Pierre Renouvin, la figure dominante de l'histoire des relations internationales à l'Université : alors même qu'il avait écrit, dès 1925, le premier livre sur les origines directes de la Grande Guerre, il fait adopter par le Conseil scientifique de la Sorbonne, après 1945, l'interdiction d'inscrire des thèses portant sur l'histoire très contemporaine ou, plus exactement, il les conditionne à l'ouverture des archives<sup>17</sup>. C'est donc à des instituts comme le CEPE qu'il revient, aux yeux de Pierre Renouvin, de jouer le rôle de producteur d'études sur « les problèmes tels qu'ils sont posés depuis 1946<sup>18</sup> ». Cette exigence de complémentarité, à laquelle s'ajoute le pressant aiguillon des difficultés financières du CEPE, explique que soit envisagée, à la fin de l'année 1950, l'intégration du CEPE au sein de la FNSP, où l'étude des relations internationales, comme le reconnaît lui-même Roger Seydoux, est l'un des domaines où « il reste encore beaucoup à faire à Sciences Po<sup>19</sup> ». Au sein de la direction de la Fondation, alors que le CERI n'existe pas encore, un certain nombre de personnalités sont favorables à une collaboration plus étroite qui permettrait de réaliser « un très bel équilibre », entre « d'un côté le Centre de politique intérieure » et, « de l'autre, le Centre pour l'étude des problèmes internationaux »<sup>20</sup>. En ce début

17. René Girault, « Pierre Renouvin, la BDIC et l'historiographie française des relations internationales », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n<sup>os</sup> 49-50, 1998, p. 7-9.

18. Archives privées de l'Institut français des relations internationales (AP IFRI), CEPE, Procès-verbal de l'assemblée générale du CEPE, 16/12/1953, intervention de Pierre Renouvin, p. 24-25.

19. Archives de Sciences Po (Sciences Po), Procès-verbal du Conseil d'administration de la FNSP, 12/10/1950, p. 4.

20. *Ibid.*, 20/11/1950, p. 20.

des années 1950, l'hypothèse serait de procéder à une division du travail en faisant du Centre de la rue de Varenne, pour la politique étrangère, le pendant de ce qu'est l'Association française de science politique en matière d'études politiques pour Sciences Po. Les négociations entre les deux institutions durent dix-huit mois avant que le projet n'avorte<sup>21</sup>. Cet échec, comme on le verra, ouvre la voie à la création du CERI.

### *Sciences Po : une situation particulière*

En 1945, en effet, l'École libre des sciences politiques (ELSP) instituée en 1872 par Émile Boutmy, est refondée et réorganisée<sup>22</sup> en Institut d'études politiques (IEP), chargé d'une mission d'enseignement et rattaché à l'université de Paris, et en une Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), dotée d'une mission inédite de recherche en science politique, économique et sociale. Pour « habiter » sa nouvelle mission de recherche, Sciences Po réinvestit un double héritage légué par l'ELSP en matière de relations internationales, déjà développées dans les domaines de l'enseignement et de la documentation.

École de formation des élites, l'ELSP a instauré dès 1872 une Section diplomatique préparant aux concours du Quai d'Orsay et y enseigne l'histoire diplomatique<sup>23</sup>, le droit international, l'économie et la géographie des grandes puissances, tout en dispensant des cours sur des pays étrangers et des aires géographiques. Invité en 1938 à venir y professer « La question méditerranéenne de 1860 à nos jours » puis « L'histoire diplomatique » à partir de 1941, Pierre Renouvin, professeur d'histoire à la faculté de lettres de Paris, opère la translation entre histoire diplomatique et relations internationales en 1949, date à laquelle le grand cours de la toute nouvelle Section internationale (1948) est intitulé sobrement « Les relations internationales de 1870 à 1939 ». Lorsque Pierre Renouvin cède son cours à Jean-Baptiste Duroselle en 1960, ce dernier en conserve l'intitulé, tout en poursuivant la remontée chronologique de son enseignement vers le

21. Sur ce point, voir Sabine Jansen, *Les Boîtes à idées...*, *op. cit.* (n.7), p. 135-145.

22. Christophe Charle, « Savoir durer », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 86-1, 1991, p. 99-105.

23. Charles Ridet, « L'Enseignement de l'histoire et les historiens de l'ELSP, 1871-1914 », mémoire de DEA d'histoire soutenu en 1996 à l'EHESS. Voir aussi Sébastien Laurent, « L'École libre des sciences politiques, 1871-1914 », mémoire d'histoire soutenu en 1991 à l'IEP de Paris.

temps présent<sup>24</sup>. La tradition constituée au sein de la Section diplomatique/internationale – des enseignements dominés par l'histoire diplomatique et le droit international et des cours portant sur des pays/aires étrangères<sup>25</sup> – est mobilisée lors de la création en 1956-57 d'un Troisième cycle d'études politiques, dont l'ambition est de former les futurs chercheurs en sciences sociales et qui s'articule avec les centres de recherche en cours de structuration en totale complémentarité fonctionnelle.

Pour surmonter le syndrome de la coquille vide, les responsables de la FNSP réinvestissent également une autre activité traditionnelle de l'ELSP, à savoir la documentation. Sciences Po hérite d'une riche bibliothèque de sciences sociales, remarquable par son catalogue international, enrichi après-guerre par la donation de la collection du Centre européen de la Dotation Carnegie de Paris (1951) et par l'achat d'ouvrages étrangers grâce à l'obtention de subventions américaines (fondation Rockefeller, 1947<sup>26</sup>). Au demeurant, la recherche en relations internationales est, dans un premier temps, conçue comme un produit dérivé de la documentation, et la veille documentaire comme la matrice de la recherche en relations internationales : « L'idée qui est à l'origine de ce que nous appelons actuellement le Centre d'études des relations internationales, concernait proprement la documentation, et ce sont seulement les circonstances qui l'ont amené à se développer un peu autrement<sup>27</sup>. » L'héritage documentaire de l'ancienne ELSP et le rattachement à la FNSP, en 1946, d'un Centre d'études de l'URSS<sup>28</sup>, financé par le ministère des Affaires étrangères (MAE) et dont les activités relèvent de la veille documentaire, expliquent ce tropisme des origines. Les notes de préfiguration<sup>29</sup> de ce qui n'est pas encore le CERI, datées de 1951 et rédigées

24. Le cours de Pierre Renouvin débute en 1870 ; en 1960, J.-B. Duroselle fait commencer le sien en 1914, puis dans les années 1970, en 1930, et enfin, dans les années 1980, en 1968.

25. Voir le comptage effectué par Ioana Popa, « Aires culturelles et recompositions (inter)disciplinaires. La 6<sup>e</sup> section de l'EPHE et les études sur l'espace russe, soviétique et est-européen », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2015/5, n° 210, p. 60-81.

26. RAC, Rockefeller Foundation Archives (RAC-RFA), 500S, National Foundation of Political Science (NFPS), lettre du 6/03/1947, de Roger F. Evans à Roger Seydoux.

27. Sciences Po, 2SP34, CERI, Jean Meyriat, « Note sur l'étude des relations internationales vues sous l'angle de la documentation », 27/10/1954.

28. Sciences Po, 2SP33, Centre d'études sur l'URSS. Voir Iona Popa, « Aires culturelles et recompositions (inter)disciplinaires », art. cit. (n. 25).

29. Sciences Po, 2SP34, Jean Meyriat, « Avant-projet pour la constitution de sections de documentation étrangère », 10/10/1951 et « Note sur le Centre d'étude de l'URSS », 27/12/1951.

de la main de Jean Meyriat<sup>30</sup>, normalien, agrégé de lettres et directeur de la bibliothèque et des services de documentation, envisagent la « constitution de sections de documentation étrangères ». En 1954, alors que l'institutionnalisation de l'activité de recherche à la FNSP s'accélère, Jean Meyriat en appelle toujours à « l'approfondissement de la documentation par Unités géographiques » et à « l'étude des relations internationales vues sous l'angle de la documentation »<sup>31</sup>. Jean-Baptiste Duroselle fait, à son tour, mention d'un « service de documentation » au sein du CERI<sup>32</sup>, fonctionnant selon les modalités définies par Jean Meyriat. Jean Touchard, secrétaire général de la FNSP, évoque également la « documentation élaborée » parmi les activités incontournables du CERI. Aussi est-ce sans surprise que le CERI se trouve être co-dirigé dès l'origine, et pendant plus de 30 ans, par le directeur des services de documentation ; que les premiers chercheurs de la FNSP, spécialistes de relations internationales, se voient souvent attribuer le titre d'« assistants de documentation » ; ou encore que leurs tâches relèvent du dépouillement documentaire et de l'établissement de répertoires et de bibliographies<sup>33</sup>. Cette origine « documentaire » n'est pas sans effet sur la culture collective du laboratoire et sur ses productions futures, comme en témoigne Guy Hermet<sup>34</sup>, élève et successeur de Jean Meyriat à la tête du CERI en 1976 : l'obsession linguistique et le tropisme documentaire l'emportent un temps sur la formation en sciences sociales et sur les efforts de théorisation.

### *Naissance et renaissance du CERI : le rôle de Jean-Baptiste Duroselle*

En 1952 pourtant, après l'échec du projet d'absorption du CEPE, la FNSP structure son premier centre de recherche en relations internationales, en regroupant un ensemble disparate de programmes de

30. Vivianne Couzinet, Jean-Michel Rauzier, *Jean Meyriat, théoricien et praticien de l'information-documentation*, Paris, ADBS Éditions, 2001. Voir la Journée d'étude en hommage à Jean Meyriat, Paris, Sciences Po, 11/10/2011, « Recherche et documentation en sciences humaines et sociales : nouvelles pratiques et nouveaux enjeux ».

31. Sciences Po, 2SP34, CERI, Jean Meyriat, « Note sur l'étude des relations internationales vues sous l'angle de la documentation », 27/10/1954 et « Programme d'approfondissement de la Documentation par unités géographiques », 13/11/1954.

32. *Ibid.*, lettre de Duroselle à Touchard, 14/11/1954.

33. Sciences Po, 2SP34, CERI, Jean Meyriat, les citations sont tirées des deux notes précédemment citées en note 31.

34. Guy Hermet, « Jean Meyriat, entrepreneur en études internationales », in Vivianne Couzinet, Jean-Michel Rauzier, *Jean Meyriat, théoricien et praticien*, *op. cit.*

recherche fléchés et financés – dédiés à l'URSS (le Centre d'études sur l'URSS<sup>35</sup> – MAE, devenu la section URSS), aux démocraties populaires et à leurs économies (Jean Marczewski – MAE), à l'Allemagne (Alfred Grosser – Commissariat de la France en Allemagne), à la Sarre (Jean-Baptiste Duroselle – Mission diplomatique française en Sarre). Tous ces programmes ont en commun d'être financés par le ministère des Affaires étrangères, avec lequel Sciences Po entretient des relations privilégiées<sup>36</sup>. Le démarrage du CERI s'opère donc sur des fonds français fléchés géographiquement au tournant des années 1950, bien avant le financement des fondations américaines et indépendamment de l'intervention de Jean-Baptiste Duroselle.

Les débuts sont timides et ne mettent pas fin aux projets de collaborations extérieures, comme en témoigne, en novembre 1954, cette lettre de Jean-Baptiste Duroselle au nouveau secrétaire général de la FNSP, Jean Touchard : « [...] 2/ Il faudrait réunir un *comité de patronage* de moins de 10 membres, dont Renouvin devrait être le président. Parmi les membres, je vois assez bien Rousseau, Le Roy, Raymond Aron [...] [...] Il faut *assurer une coordination* entre le Centre et diverses entreprises parallèles similaires, voisines, dépendant ou non de la rue Saint-Guillaume. A) avec le *Centre de politique étrangère* (sic) et l'*Institut d'histoire des RI* (Sorbonne). Sur ce plan, nous avons établi, Meyriat et moi, un projet qui a été entièrement approuvé par Renouvin. Il s'agit de créer au sein du CNRS un *Comité de coordination des études de relations internationales*. Le comité serait composé de représentants des deux organismes cités ci-dessus et de notre centre. Il distribuerait entre les trois organismes les crédits du CNRS (probablement symboliques) et coordonnerait leurs travaux. Il aurait l'avantage de donner au centre une solide assise universitaire<sup>37</sup>. »

Jean-Baptiste Duroselle s'attribue, avec Jean Meyriat, la paternité du projet du « comité de coordination » du CNRS. En réalité, le grand organisme public de recherche – qui finance depuis 1946 le

(n. 30), Guy Hermet, in Journée d'étude en hommage à Jean Meyriat, Paris, Sciences Po, 11/10/2011, notes prises par Marie Scot.

35. Iona Popa, « De la Guerre mondiale à la Guerre froide : savants engagés, experts et savoirs sur l'espace russe, soviétique et est-européen. Le cas du Centre d'études russes de l'IEP Paris », 6<sup>e</sup> Congrès de l'Association française de sociologie, juin 2015, Saint-Quentin-en-Yvelines, France.

36. L'ancien directeur de l'ELSP et directeur de Sciences Po (1936-1947), Roger Seydoux, poursuit sa carrière au sein de la Direction des affaires culturelles du MAE et le futur secrétaire général de la FNSP (1954-1971), Jean Touchard, est issu du réseau des Instituts culturels. La présence de Duroselle à l'université de Sarrebruck, où il est professeur à partir de 1950 puis doyen, a également facilité l'obtention des financements.

37. Sciences Po, 2SP34, lettre de Duroselle à Jean Touchard, 14/11/1954.

CEPE –, a constitué, dès janvier 1953, une sous-commission chargée d'étudier l'intégration en son sein du CEPE<sup>38</sup>. Cette perspective évolue finalement vers un projet de coopération entre le CEPE, la Section d'histoire des relations internationales et l'IIEP, chapeauté par le CNRS, dont Pierre Renouvin et Jacques Vernant s'affichent comme les initiateurs. Ces présentations discordantes s'expliquent sans doute par le mauvais souvenir laissé en interne par les précédentes négociations entre Sciences Po et le CEPE. Pierre Renouvin apparaît, dans tous les cas, par son âge, son statut et ses multiples appartenances institutionnelles comme une autorité essentielle dans cette tentative de reconfiguration. La « coordination » tripode doit reposer sur un partage des tâches clairement décrit par Pierre Renouvin : chaque programme de travail annuel en relations internationales serait traité, pour ses aspects historiques, par la faculté des lettres et, pour ses aspects actuels, par Sciences Po et par le CEPE. Si le CERI n'est pas évoqué en tant que tel, Sciences Po apparaît bien désormais dans le domaine comme un partenaire incontournable.

La coordination envisagée n'aboutit pas. Minée par des contretemps du côté du CNRS (son directeur adjoint, responsable des négociations, décède en août 1954 et n'est remplacé qu'en 1955)<sup>39</sup>, elle suscite peu d'enthousiasme à Sciences Po, si l'on en juge par le silence du Conseil d'administration de la FNSP, alors que le CERI vient d'être lancé et qu'il peut s'appuyer sur l'ambition et le dynamisme de Jean-Baptiste Duroselle. Son implication dans les activités scientifiques de la FNSP date de cette époque, alors qu'il est professeur d'histoire à l'université de la Sarre (1950-57), y a fondé un Institut européen (1951) et s'apprête à devenir le doyen de la faculté de lettres (1953)<sup>40</sup>. Il collabore régulièrement à la *Revue française de science politique* dès la fin de l'année 1951, après avoir eu les honneurs de la rubrique comptes rendus pour la publication de sa thèse sur « Les débuts du catholicisme social en France 1822-1870<sup>41</sup> ». Dès 1952, Duroselle

38. Sabine Jansen, « L'expertise dans le domaine des relations internationales », *op. cit.* (n. 2), p. 158-159.

39. *Ibid.*

40. Rainer Hudemann, « Construire une université européenne sur les ruines de la guerre. Jean-Baptiste Duroselle, professeur à l'université de la Sarre 1950-1957 », colloque « Pierre Renouvin, Jean-Baptiste Duroselle », juin 2017, *op. cit.* (n. 2).

41. C'est André Latreille qui rend compte de son ouvrage paru aux Puf, dans la collection « Bibliothèque de la science politique », dirigée par deux constitutionnalistes, Boris Mirkine-Guetzévitch, juif russe d'origine, fondateur de l'École libre des hautes études de New York, et Marcel Prélot, intellectuel catholique, alors député du RPF.

livre un article programmatique portant sur « L'étude des Relations internationales : objets, méthodes, perspectives <sup>42</sup> ». Il organise, en juin 1953, pour l'Association française de science politique (AFSP), une journée d'études portant sur « Les fondements de la politique étrangère <sup>43</sup> » puis un colloque, en mai 1955, sur « L'élaboration de la politique étrangère en France <sup>44</sup> ». Surtout, il intègre à partir de 1954 le cercle très fermé des responsables scientifiques de la Fondation qui, sous l'impulsion du nouveau secrétaire général, Jean Touchard, se lancent dans une intense activité programmatique en matière de développement et d'organisation de la recherche. Il signe à ce titre de nombreuses notes internes <sup>45</sup> portant sur l'organisation du Troisième cycle et la refondation du CERI. Cette même année, il se voit attribuer un cours magistral à l'IEP portant sur « La politique extérieure des États-Unis », tandis qu'en 1956, il devient l'un des quatre premiers directeurs d'études et de recherches (avec Alfred Grosser, René Rémond, directeurs permanents, et Maurice Duverger, directeur cumulant comme Duroselle) du Troisième cycle de la FNSP qu'il a contribué à fonder. En 1958, la greffe est achevée lorsqu'il obtient son détachement comme chercheur permanent à la FNSP – poste qu'il occupe jusqu'à son élection à la Sorbonne en 1964 – ainsi que la direction du CERI, qu'il quitte en 1968.

Cette insertion rapide de Jean-Baptiste Duroselle dans la « nébuleuse Sciences Po » s'explique par la force de ses réseaux. Il bénéficie du patronage de Pierre Renouvin, titulaire du cours de relations internationales de la Section internationale de l'IEP (dont Duroselle assure les conférences de méthode), et membre des instances de direction de l'IEP avant sa désignation comme président de la FNSP en 1959. Il s'attire également la bienveillance de Raymond Aron, présent à cette époque à Sciences Po <sup>46</sup>, en dépit d'une relation à éclipses : Duroselle

42. *Revue française de science politique*, n° 4, 1952, p. 676-701.

43. Elle donne lieu à une publication, *La Politique étrangère et ses fondements*, rapports préparés sous la direction de Jean-Baptiste Duroselle, introduction d'André Siegfried, « Cahiers de la FNSP », n° 55, Paris, A. Colin, 1954.

44. Voir Jean-Baptiste Duroselle, « L'élaboration de la politique étrangère de la France », *Revue française de science politique*, n° 3, 1956, p. 508-524.

45. Sciences Po, 2SP34, Duroselle, « Note sur l'organisation d'un enseignement supérieur de science politique (relations internationales) », janvier ou février 1954 et lettre à Touchard, 14/11/1954.

46. Raymond Aron est un « compagnon de route » de l'IEP-FNSP dans les années 1950-60 : il joue un rôle dans la création de l'Association française de science politique ; il siège au Conseil de perfectionnement de l'IEP de 1957 à 1968 ; il assure des cours occasionnels semestriels à l'IEP de 1949 à 1957 en sciences politiques et administratives (« Sociologie politique comparée : classe sociale et élite politique ») et en relations internationales au début des années 1960 (« Armements et relations internationales depuis 1945 » en 1962-63, « Introduction à la stratégie atomique »

assure ainsi, le temps d'une année, l'un des premiers séminaires du Troisième cycle sur la « Théorie des relations internationales » en collaboration avec le philosophe libéral. Mais son arrivée doit également beaucoup aux réseaux normaliens : J.-B. Duroselle (né en 1917), Jean Touchard et René Rémond (nés en 1918), tout comme Jean Meyriat (né en 1921), ont tous quatre fréquenté la rue d'Ulm et se retrouvent à Sciences Po en 1954-56. L'amitié de trois d'entre eux (Duroselle, Rémond et Meyriat) s'est consolidée dans une intense sociabilité et militance catholiques, notamment au sein du Centre catholique des intellectuels français<sup>47</sup>.

L'investissement de Jean-Baptiste Duroselle témoigne tout autant d'une stratégie de carrière, explicitement évoquée dans sa correspondance avec ses interlocuteurs américains<sup>48</sup>. L'instabilité de la situation politique sarroise (référendum de 1955) et l'objectif de revenir à Paris le conduisent, par des chemins détournés, à Sciences Po. Une élection manquée à la Sorbonne en 1956 explique pour partie son implication dans le tout nouveau Troisième cycle, ouvert par la FNSP l'année suivante, tandis qu'une nomination peu désirée à la faculté de Lille, effective à la rentrée 1957, le conduit à préférer un détachement comme chercheur permanent à la FNSP en 1958. Sciences Po s'avère ainsi le plus court chemin vers la capitale, au regard d'un *cursus honorum* universitaire aléatoire, lent et provincial.

De surcroît, Jean-Baptiste Duroselle, bâtisseur d'institution et entrepreneur scientifique<sup>49</sup>, trouve à la Fondation des facilités qu'il ne trouverait pas dans l'Université, à savoir : du temps, son poste de chercheur le déchargeant de toute obligation d'enseignement et facilitant la mobilité internationale qu'il affectionne ; de l'argent, la

en 1963-64, « Théorie des crises internationales » en 1965-66) ; il assure deux cours au lancement du Troisième cycle de la FNSP (1957-58, « La théorie des relations internationales » avec Duroselle ; 1958-59, « Les élites en France ») mais est peu impliqué dans le développement de la recherche à Sciences Po. Il ne figure dans aucun organigramme de la FNSP (Troisième cycle, laboratoires de recherche), ne produit aucune note programmatique et les témoignages oraux pointent la distance intellectuelle et institutionnelle entre Sciences Po et Aron.

47. Claire Toupin-Guyot, *Les Intellectuels catholiques dans la société française : le Centre catholique des intellectuels français (1941-1976)*, Rennes, PUR, 2002, p. 54 et Florian Michel, « Les réseaux catholiques et atlantiques de Jean-Baptiste Duroselle », colloque « Pierre Renouvin, Jean-Baptiste Duroselle », juin 2017, *op. cit.* (n. 2).

48. RAC, Ford Foundation Archives (FFA), *Grant* 58-116, lettre de Duroselle à Shepard Stone expliquant l'échec de la candidature à la Sorbonne, 15/07/1956 ; lettre expliquant la corrélation entre l'obtention d'une *grant-in-aid* Ford et le détachement de Duroselle à la FNSP, 20/01/1958 ; lettre expliquant le renoncement au poste professoral de Lille, 18/11/1958.

49. Michael Pollak, « Paul F. Lazarsfeld, fondateur d'une multinationale scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1979, 25-1, p. 45-59.

FNSP étant sur le point de devenir, pour des raisons institutionnelles autant que politiques, l'un des réceptacles privilégiés des financements américains en France ; des étudiants-chercheurs et des assistants, soit un collectif de recherche<sup>50</sup> ; enfin une souplesse administrative favorable à l'expérimentation et une culture scientifique marquée par le tropisme pluridisciplinaire et l'ouverture internationale.

Duroselle trouve surtout à Sciences Po une « chaîne de production disciplinaire », à savoir un lieu d'innovation et d'élaboration de savoirs (le laboratoire de recherche) et des ressources (la bibliothèque et ses services de documentation) ; des lieux de socialisation scientifique et d'initiation professionnelle permettant la production d'un collectif disciplinaire (le Troisième cycle et ses étudiants-chercheurs) ; des supports de diffusion des résultats de la recherche (les *Cahiers de la FNSP* et la *Revue française de science politique*<sup>51</sup>) et de publication des corps de savoirs institutionnalisés (les manuels, via les publications de la FNSP chez Dalloz et Armand Colin) ; enfin une organisation pédagogique favorisant la transmission du canon et des corpus de connaissance établis en matière de relations internationales par l'enseignement (l'IEP et ses Sections internationale et générale). Sciences Po présente ainsi dans les années 1950-1960, à défaut d'une légitimité universitaire et scientifique bien assurée dans le champ français, un écosystème institutionnel et intellectuel favorable à la fabrique disciplinaire – comme le plaide Jean-Baptiste Duroselle auprès de ses interlocuteurs américains pour les convaincre de financer l'institution qu'il a faite sienne<sup>52</sup>.

50. La comparaison entre les effectifs d'étudiants en diplôme d'études supérieures des facultés de lettres et du Troisième cycle de la FNSP (35 étudiants dès la première année en 1956-57, 50 étudiants sur deux ans en 1965) est significative : voir Christophe Charle, « L'action de Pierre Renouvin comme doyen de la Sorbonne, 1955-58 », colloque « Pierre Renouvin, Jean-Baptiste Duroselle », juin 2017, *op. cit.* (n. 2).

51. La création tardive d'une revue dédiée aux relations internationales (1974), acte symbolique s'il en est dans l'institutionnalisation d'une discipline, est à mettre en regard du dispositif très performant de publication mis en place à Sciences Po dès la fin des années 1940. Toutefois, le projet d'un périodique, intitulé *Relations internationales*, dirigé par J.-B. Duroselle, Jacques Freymond et John Goormaghtigh, est évoqué dès 1956 : voir RAC-FFA, *Grant* 58-116, lettre de Duroselle à Shepard Stone, 25/12/1956.

52. RAC-FFA, *Grant* 58-116, lettre de Duroselle à Shepard Stone, 20/03/1956.

## LA STRUCTURATION DU CÉRI AU MIROIR ÉTATSUNIEN (1958-1968)

*Les fondations américaines et Sciences Po*

Durant l'entre-deux-guerres, l'ELSP n'avait bénéficié d'aucun financement des fondations philanthropiques américaines en raison d'une mauvaise réputation politique et scientifique<sup>53</sup>. En dépit de son changement de nom, de statut (de société par action en fondation de droit privé en 1945, fiscalement autorisée à recevoir des donations) et d'identité (mission de formation des élites mais également de recherche), les interactions entre Sciences Po et les fondations américaines sont, dans un premier temps, difficiles, faute de disposer des bons réseaux et de maîtriser les programmes et les procédures bureaucratiques de montage et de gestion de projet des fondations. Aussi les premières demandes adressées à la fondation Rockefeller par le directeur-diplomate Roger Seydoux, sont-elles timides et parfois incongrues (au point de susciter l'étonnement des Américains<sup>54</sup>) et aboutissent à l'octroi de financements limités (achat de livres et aide à la mobilité) en 1947<sup>55</sup>. Pour nouer le contact, Sciences Po mobilise les réseaux français établis par la Rockefeller durant les années 1930. Roger Seydoux a ainsi recours, en avril 1945, à la médiation du directeur d'Amérique au Quai d'Orsay Étienne Dennery<sup>56</sup>, ancien secrétaire général du CEPE, dont son frère René a été le trésorier, et qui est financé par la Rockefeller depuis 1935. Il passe aussi par l'entremise de l'économiste Charles Rist – dont l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales (ISRES, surnommé Institut Rist ou rue Michelet), également soutenu par la Rockefeller durant l'entre-deux-guerres<sup>57</sup>, est rattaché à la FNSP en 1952. Raymond Aron sert, quant à lui, de caution scientifique et intellectuelle à la FNSP, sans jouer de rôle opérationnel, sauf lors de la fondation de l'AFSP et de

53. RAC-RFA, 500S, NFPS, mémo de Tracy B. Kittredge à Sidney H. Walker, 25/10/1937. Voir Marie Scot, « L'Influence intellectuelle », *op. cit.* (n. 3).

54. Par exemple : des sommes exagérément modiques ; des demandes anachroniques de financement de travaux immobiliers ou de financement de mobilité courte relevant du dispositif Fulbright.

55. RAC-RFA, 500S, NFPS, lettre de Roger Seydoux à Joseph H. Willits, 30/10/1946 et 21/12/1945 ; réponse favorable de Joseph H. Willits à R. Seydoux du 26/02/1946 et confirmation de Roger F. Evans à Seydoux, 06/03/1946.

56. RAC-RFA, 500S, CEPE, lettre d'Étienne Dennery à Joseph H. Willits, 14/4/1945.

57. Ludovic Tournès, « L'Institut scientifique de recherches économiques et sociales et les débuts de l'expertise économique en France (1933-1940) », *Genèses*, n° 65, 2006-4, p. 49-70.

l'Association internationale de science politique (AISP)<sup>58</sup>, toutes deux domiciliées rue Saint-Guillaume.

L'arrivée de Jean-Baptiste Duroselle comme directeur d'études et de recherches du tout nouveau Troisième cycle en 1956, ouvre une nouvelle ère dans les relations entre Sciences Po et les fondations américaines. Duroselle – bien plus qu'André Siegfried, pape des « études américaines » de l'entre-deux-guerres désormais très âgé ; bien plus que Raymond Aron, qui quitte Sciences Po pour occuper une chaire de sociologie à la Sorbonne en 1954 ; bien plus que Jacques Chapsal (directeur de l'IEP), Jean Touchard ou Jean Meyriat trop franco-français – devient le principal passeur entre l'institution parisienne et les fondations américaines et l'un des interlocuteurs privilégiés des fondations et de la diplomatie culturelle américaines en France. Le détour par l'université de la Sarre, formidable accélérateur de carrière, lui a permis de tisser des réseaux non seulement franco-allemands, mais également européens et euro-atlantiques, par exemple en Italie<sup>59</sup> : il enseigne à l'Institut universitaire d'études européennes de Turin en 1953 et à l'antenne de la *Johns Hopkins University* de Baltimore à Bologne ouverte en 1955, où il convie ses collègues parisiens A. Grosser, R. Aron et S. Hurtig. Enfin, son engagement catholique lui vaut sa première invitation américaine à l'université de Notre-Dame dans l'Indiana en 1951, son insertion rapide dans la nébuleuse catho-atlantique<sup>60</sup>, et lui ouvre les portes des universités, des *think tanks* et des fondations philanthropiques. Son arrivée à Sciences Po coïncide avec la montée en puissance de ses réseaux américains<sup>61</sup>. Pour les fondations états-uniennes, Jean-Baptiste Duroselle représente à n'en point douter un investissement prometteur, tant sur le plan professionnel – sa nomination à la Sorbonne ne semble faire aucun doute, en dépit de contretemps et de revers – que sur le plan institutionnel. Son profil d'entrepreneur institutionnel et son tropisme international sont des atouts majeurs. Il se présente comme le (ré)animateur des réseaux européens mis en place par la Rockefeller durant l'entre-deux-guerres, en relais de l'ISC, et propose « la création d'un véritable *programme européen de théorie politique* »<sup>62</sup> dont

58. Sciences Po, 2SP40-42-43 et Sciences Po, fonds de l'AFSP, AJ14 et AJ15.

59. Frédéric Attal, « J.-B. Duroselle et les réseaux philanthropiques américains en Italie », colloque « Pierre Renouvin, Jean-Baptiste Duroselle », juin 2017, *op. cit.* (n. 2).

60. Florian Michel, colloque « Pierre Renouvin, Jean-Baptiste Duroselle », juin 2017, *ibid.*

61. RAC-FFA, *Grant* 58-116, lettre de la FNSP à Shepard Stone, 26/10/1956.

62. Souligné dans le texte.

le centre sera à Paris<sup>63</sup> ». Sur le plan intellectuel, en dépit d'une formation classique d'historien du XIX<sup>e</sup> siècle spécialiste de la France, Duroselle est féru de science politique et grand lecteur des sciences sociales américaines ; il définit les relations internationales comme une « sociologie des rapports internationaux » et surjoue volontiers sa différence avec son maître Pierre Renouvin<sup>64</sup>. Politiquement enfin, il n'est ni communiste, ni gaulliste, mais, après des débuts politiques contrariés aux côtés de l'Union démocratique et socialiste de la résistance (UDSR) en 1953, il rejoint le centrisme atlantiste et européen, en affinité avec le MRP.

Ce capital de relations personnelles vaut à Sciences Po et au CERI, l'octroi de financements américains de l'ordre d'un demi-million de dollars durant dix ans : une première *grant-in-aid* est versée par la fondation Rockefeller pour financer un programme de Théorie politique et théorie des relations internationales (1957-62) et une autre par la fondation Ford en relation avec les *area studies* (1958-63). Les deux sont renouvelées à leur expiration, au profit d'un programme d'études de l'Amérique latine (Rockefeller, 1962-67) et de deux programmes d'études portant sur les relations franco-américaines et l'Amérique latine (Ford, 1963-68).

## DE LA RHÉTORIQUE DES RAPPORTS D'ACTIVITÉS À « LA SCIENCE EN TRAIN DE SE FAIRE »

### *Une croissance continue*

La montée en puissance des relations internationales à Sciences Po est lente mais réelle, comme en témoigne l'état des lieux en 1955 et un peu plus de dix ans après.

En 1955-1956, autrement dit à la veille de la création du Troisième cycle, il n'existe que quatre sections au sein du CERI, dont deux sont dirigées par Jean-Baptiste Duroselle. L'une étudie l'URSS, sous un angle davantage historique que ne le fait l'agrégé de droit et économiste Jean Marczewski en charge de l'Europe de l'Est ; l'autre

63. RAC-RFA, 500S, NFPS, Duroselle, Aron, Chapsal, « Note sur l'enseignement de la théorie politique à la FNPS de Paris et ses possibilités de développement », non datée, vraisemblablement 1957.

64. RAC-RFA, 500S, Duroselle File, Interview de Duroselle par KWT, 21/10/1955 et RAC-FFA, *Grant-in-Aid* 58-116, lettre de Duroselle à Stone, 18/11/1958.

s'intéresse à la Sarre. Une section enfin, animée par Alfred Grosser, se consacre à l'Allemagne. À cette date, il faut faire feu de tout bois pour susciter le soutien américain alors que l'activité de recherche reste limitée, l'espace couvert étroit et l'équipe étiq, le CERI se résumant à... trois personnes.

Le Centre acquiert une nouvelle dimension à partir de 1958 : ses moyens s'accroissent, ses thématiques de recherches s'élargissent, sans toutefois que l'on puisse parler d'une révolution. Le laboratoire, dirigé par Duroselle, flanqué de Jean Meyriat, est désormais doté d'une véritable structure et d'une nomenclature de titres hiérarchisée. Les directeurs coiffent une équipe composée d'assistants et d'attachés de recherche, divisée en six sections d'inégale importance : la section générale avec ses deux chargés de recherche, Pierre Gerbet et Raoul Girardet ; la section des États-Unis autour de Duroselle, avec Serge Hurtig et Nicole Deney ; la section de l'Allemagne animée par Grosser ; la section de l'URSS ; la section politique française qui réunit Grosser, Meyriat et Françoise Kempf et, enfin, la section des pays méditerranéens, dirigée par Meyriat, qui s'appuie sur Guy Hermet et Geneviève Bibes. Il existe, par ailleurs, un « Groupe de recherche », une appellation spécifique destinée à la petite formation dont Raymond Aron, désormais titulaire d'une chaire de sociologie à la Sorbonne, a la responsabilité, assisté de Jean-Claude Casanova et de Pierre Hassner<sup>65</sup>. C'est donc une quinzaine de personnes qui donnent corps au nouveau laboratoire, parmi lesquelles on compte trois titulaires particulièrement actifs : Duroselle, Meyriat et Grosser. Le CERI s'efforce aussi d'articuler l'enseignement et la recherche : les étudiants sont ainsi associés à ses travaux ; tous les chargés de recherche dirigent des séminaires de la Fondation et les assistants de recherche participent activement à un ou plusieurs séminaires.

En 1968, dix ans après, Duroselle et Meyriat sont toujours à la tête du laboratoire mais son développement les a conduits à s'adjoindre les services d'une attachée de direction. L'équipe comprend désormais 47 membres et de nouvelles catégories de personnel (collaborateur technique et collaborateur à temps partiel). Les sections sont au nombre de huit (Europe-États-Unis, Politique européenne, Europe méditerranéenne, Asie du Sud-Est, URSS-Chine, Afrique du Sud et Sahara, Afrique du Nord, Amérique latine) et les groupes de travail

65. Ce dernier, né en Roumanie, normalien, agrégé de philosophie, très introduit dans les milieux universitaires transatlantiques, revient d'un séjour d'un an à l'université de Chicago, en tant que boursier de la Fondation Rockefeller. En 1962-1963, il repart aux États-Unis grâce à un nouveau financement de la Fondation Ford, Gaïdz Minassian, « Pierre Hassner, spécialiste des relations internationales », *Le Monde*, 29/5/2018.

de trois (Europe de l'Est, Problèmes du *Commonwealth*, Théorie des relations internationales).

Le changement d'échelle se traduit par la formation de chercheurs qui vont essaimer, la multiplication des publications dans la *Revue française de science politique* et les *Cahiers de la FNSP*, et une visibilité accrue. Le CERI se rapproche désormais du modèle américain du laboratoire de recherche collective et planifiée.

On assiste à un élargissement des thématiques et à leur américanisation. Centré sur trois aires à l'origine, il offre désormais une couverture Nord/Sud, en apparence exhaustive, avec des nouveautés, comme les travaux sur les pays sous-développés ou sur « L'Europe méditerranéenne ». La typologie des projets, qu'on appellerait aujourd'hui des axes, emprunte aux schèmes en vigueur outre-Atlantique, avec le triomphe institutionnel des *area studies*, c'est-à-dire des études globales sur des États étrangers et des grandes régions du monde contemporain tendant à fournir les cadres nécessaires à la compréhension de leur politique. L'historiographie américaine irrigue les notes de Jean Baptiste Duroselle, l'un de ses passeurs avec Aron puis Hassner. Cette influence se manifeste notamment par l'étude des géopoliticiens britanniques et allemands, encore largement frappés d'opprobre en France, et qui font l'objet d'une proposition de séminaire en juillet 1958. Les thèmes de recherche importés de la science politique et de la sociologie américaines, comme la théorie des relations internationales ou les concepts d'acteur et de système sont révélateurs de l'inspiration étrangère du temple des élites françaises.

### *Les maladies infantiles du CERI : hétérogénéité et fragmentation*

La croissance numérique des membres du CERI, qui permet de fournir aux fondations américaines et au CNRS un état des troupes impressionnant, masque à la fois la forte instabilité des équipes et leur degré variable d'intégration au sein du laboratoire. La précarité des statuts et l'hétérogénéité des profils – en termes de formation, de recrutement, de statut, de rapport à la carrière, de culture disciplinaire et scientifique – entraîne une importante division des tâches et une forte hiérarchisation au sein du laboratoire, peu propice à la création d'un collectif disciplinaire.

La complexité des titulatures, des statuts et des modes de rémunérations – assistant de recherche, maître de recherche, collaborateurs techniques (CNRS et Éducation nationale), attaché et chargé de

recherche, directeur d'études et de recherches, assistant de documentation (FNSP)<sup>66</sup> – témoigne du bricolage administratif<sup>67</sup>, propre à l'invention de la carrière scientifique à Sciences Po mais aussi au nécessaire ajustement des moyens aux ambitions. De fait, le CERI des années 1950-60 est dominé par quelques personnalités (directeurs du laboratoire et responsables de section), qui disposent d'un capital universitaire classique (ENS, agrégation, chaires du secondaire ou du supérieur). Meyriat, Duroselle, Grosser, Gerbet, Girardet, Hassner, Rémond sont agrégés de l'Université, fonctionnaires de l'Éducation nationale, en détachement à la FNSP. Ce statut « d'agrégé » est présenté aux interlocuteurs américains (qui le comprennent mal et l'utilisent approximativement) comme un gage de qualité. Il est pourtant et avant tout le reflet d'impasses administratives, la FNSP peinant à obtenir des créations de postes publics, et témoigne de l'emprise d'une culture professionnelle universitaire sur le domaine émergent de la recherche. Autour de ces « agrégés » gravitent des brigades de « petites mains », au titre de vacataires, de stagiaires, d'assistants de documentation – sans statut de chercheur, ni pedigree universitaire (hormis des licences ou un diplôme de l'IEP) et, parfois, marginaux. Ces profils sont pour la plupart occupés par des femmes, comme s'en inquiète Jean Meyriat qui souhaite « recruter des assistants hommes » : « L'expérience prouve que nous trouvons sans difficulté des assistantes – souvent fort distinguées d'ailleurs – mais non des hommes. Pourquoi ? Parce que les jeunes filles se contentent plus aisément que les garçons d'un poste provisoire, les garçons cherchant légitimement à faire carrière<sup>68</sup>. » Ce n'est que vers le milieu des années 1960 qu'une « couche intermédiaire » de docteurs-chercheurs<sup>69</sup>, venus d'horizons disciplinaires variés, parfois membres du

66. Voir par exemple Sciences Po, 2SP34, lettre Duroselle à Touchard, 14/11/1954 ; 2SP31, Touchard, « Note sur la situation de la Fondation au début de l'année universitaire 1959-60 », nov. 1959 ; Duroselle, « Note sur les perspectives d'avenir de la science politique française », mai 1959.

67. Ainsi, en 1959, les fonds Ford financent un chargé de recherches américain (Schram), une dizaine d'assistants de recherches : Mlle Guillaume et Seliverstoff (URSS), Mlle Colombier (Moyen-Orient), Mme Marquet (Espagne), Mlle Brenier (Afrique du Nord), Cadart (Chine), Charles (Afrique noire), Mlle Kempf (politique extérieure de la France). Avec les fonds Rockefeller sont rémunérés Louis Bodin (FNSP, Publications), Mlle Deney, Mlle Cerne (assistante étrangère du CERI), Pierre Hassner et quelques étrangers. Voir Sciences Po, 2SP31, Jean Touchard, « Note sur la situation de la Fondation au début de l'année universitaire 1959-60 », nov. 1959.

68. Sciences Po, 2SP34, Duroselle, « Note sur l'organisation d'un enseignement supérieur de science politique (relations internationales) », janvier ou février 1954.

69. Surnommée « la caste des sous-mandarins », par Louis Bodin, directeur des publications de la FNSP, voir Alain Lancelot, in *Colloque Jean Touchard*, Cahiers du CEVIPOF, n° 45, mars 2007, p. 44.

CNRS, se constitue et développe une culture de recherche à proprement parler. Cette diversité explique une forte division du travail intellectuel (théorique, empirique ou documentaire / enseignement-recherche ou recherche) au sein du CERI.

À cela s'ajoute l'instabilité des équipes, que masque à grand-peine l'élaboration de listes et d'organigrammes sophistiqués. L'on distingue ainsi, en 1954, des « chargés de recherche à temps plein (Schram, Gerbet, Girardet, Duroselle), des chargés de recherche faisant partie du personnel de la Fondation (Meyriat, Hurtig, Grosser), des assistants de recherche à plein temps, des personnalités associées (Basile Kerblay et bientôt Philippe Devillers, Georges Balandier, Jean Meynaud), des membres des groupes d'études (ex. l'équipe travaillant sur la bombe atomique) ; des chercheurs à temps partiel, rémunérés aux pièces<sup>70</sup> ». De 1954 à la fin des années 1960, plusieurs cercles gravitent à plus ou moins longue distance du laboratoire : les membres à part entière comme Duroselle, pour la plupart directeurs de section, en forment le petit noyau central ; les « multi-casquettes » occupent plusieurs fonctions au sein de la FNSP, ne consacrant qu'une partie de leur temps au laboratoire, à l'instar de Jean Meyriat et de Serge Hurtig, à la fois au CERI et membres des services de documentation et de direction, ou de Raoul Girardet et d'Alfred Grosser, à la fois au CERI et au Troisième cycle ; d'autres sont hébergés au sein du CERI, à l'instar de Pierre Hassner, élève de Raymond Aron, qui mène ses recherches de façon relativement autonome ; des « compagnons de route » ont occupé des fonctions administratives ou d'enseignement au sein de la FNSP mais poursuivent leur carrière dans d'autres institutions, à l'instar de Jean Meynaud en Suisse puis au Canada, de Jean Gottmann et de Georges Balandier à l'EHESS ; enfin des « chercheurs extérieurs » collaborent ponctuellement, à l'occasion de projets ou de contrats. Parmi les « petites mains » (les « nègres » selon l'expression de Duroselle), les tout jeunes diplômés du Troisième cycle et les vacataires constituent des personnels de passage. Le nombre limité de membres du laboratoire à plein temps et l'instabilité du groupe n'ont pas favorisé l'émergence d'un collectif disciplinaire ; sans doute est-ce bien plutôt le Troisième cycle et son articulation fonctionnelle avec le CERI qui ont permis, par une relative endogamie des recrutements et une circulation des personnels, l'établissement d'une « mafia », pour reprendre l'expression d'Alfred

70. Sciences Po, 2SP34, Duroselle, « Note sur l'organisation d'un enseignement supérieur de science politique (relations internationales) », janvier ou février 1954.

Grosser<sup>71</sup>, à défaut d'une « école ». Notons que, dans les années 1970, certaines équipes d'*area studies* du CERI se constituent en diplômes d'études approfondies (DEA) spécialisés (Cycle supérieur d'études soviétiques et est-européennes) devenant des écosystèmes autonomes.

Enfin les membres du laboratoire ne partagent pas la même culture scientifique : les historiens (Duroselle, Girardet, Gerbet, Carrère d'Encausse) y côtoient des civilisationnistes (Grosser) et des littéraires reconvertis (Meyriat), des politistes (Hurtig), des philosophes (Hassner, Schram) et des anthropologues (Balandier) ou encore, bien que fort peu nombreux, des juristes. Au-delà de ces identités scientifiques plurielles – qui s'expliquent par l'absence d'une discipline universitaire « relations internationales » et par la définition des *area studies* – coexistent également « plusieurs mondes » des relations internationales. Les universitaires et les chercheurs y fréquentent des experts et des praticiens (diplomates, militaires, conseillers d'État, journalistes) – conformément à l'ambition « pratique » et « appliquée » du champ disciplinaire émergent. En 1954, Touchard constate que « l'équipe Duroselle, Gerbet, Devisse etc. aurait besoin d'être un peu élargie » et mentionne la nécessité d'y intégrer « des non-universitaires (banques, grandes sociétés) [...] citoyens actifs et citoyens passifs »<sup>72</sup>. De fait, les grands colloques organisés par le CERI en 1960 et 1962 intègrent des banquiers, des diplomates et des hauts fonctionnaires, présents de longue date au CEPE<sup>73</sup>. En 1966, le dossier d'association du CERI au CNRS liste parmi les membres « extérieurs » du laboratoire un général, un conseiller d'État, plusieurs journalistes – preuve de la cohabitation persistante de ces différents « mondes »<sup>74</sup>.

Comment s'étonner dès lors de la coexistence de plusieurs langages théoriques et de plusieurs espaces intellectuels au sein du même laboratoire ? Entre consensus et cacophonie, la matrice disciplinaire est résolument plurielle et le dialogue entre la communauté américaine et européenne des relations internationales est bien plus polyphonique et d'inégale intensité qu'il n'y paraît.

71. Alfred Grosser, in *Colloque Jean Touchard*, Cahiers du CEVIPOF, n° 45, mars 2007.

72. Sciences Po, 2SP13, Jean Touchard, note « Ébauche d'un programme pour la Fondation », 06/10/1954.

73. Sabine Jansen, *Les Boîtes à idées*, op. cit. (n. 2), p. 35-189.

74. Sciences Po, 2SP33, CERI, « Dossier de demande de laboratoire associé au CNRS », 10/08/1966.

## LA DIFFICILE ACCLIMATATION DU « MODÈLE » SCIENTIFIQUE AMÉRICAIN

En dépit d'un affichage brillant – peaufiné à l'occasion de la rédaction des notes programmatiques et des rapports d'activités à destination des pouvoirs publics français, du CNRS ou des fondations américaines – les ambitions théoriques, les avancées méthodologiques et l'effectivité des travaux et chantiers énoncés dans les programmes de recherche ne sont pas au rendez-vous. Le dialogue scientifique avec les États-Unis est souvent resté l'apanage de quelques-uns, plus qu'une conversation assurée par le collectif du laboratoire. L'éclectisme des objets étudiés et des méthodologies employées reste la marque de fabrique du CERI des années 1950-1960 et le cadre de la « matrice disciplinaire » des relations internationales.

*Vers la recherche collective et planifiée ?*

Dès 1954, Jean-Baptiste Duroselle insistait sur la nécessité de « combiner au travail personnel le travail en équipe » et appelait à y « habituer aussitôt que possible les futurs chercheurs »<sup>75</sup>. En 1959, il estimait que « le moment était venu de rendre plus collectif, plus multiple, l'initiative du développement scientifique » et enchérissait sur « *la nécessité de collectiviser l'effort*. Je crois cependant que le moment est venu de passer de *l'empirisme*, des initiatives *individuelles*, à une certaine *planification* résultant d'un effort *collectif* ». Cette déclaration prouve *a contrario* qu'en dépit des intentions affichées, la dynamique de groupe n'est pas encore acquise. Afin d'y remédier, il jugeait nécessaire de « faire coexister des *projets particuliers* (bombe atomique française, nationalismes comparés, origines des institutions européennes, relations France-URSS, relations France-États-Unis, politique étrangère italienne, etc.) et des *projets majeurs* », parmi lesquels deux ont été retenus : « Théorie des relations internationales ; Sous-développement et relations internationales<sup>76</sup> ».

Le développement de la recherche collective autour de « projets majeurs » n'est pas qu'un effet d'annonce pour séduire les financeurs américains ou une stratégie de distinction du CERI dans le champ

75. Sciences Po, 2SP34, Duroselle, « Note sur l'organisation d'un enseignement supérieur de science politique (relations internationales) », janvier ou février 1954.

76. Sciences Po, 2SP31, Note de Duroselle, « L'état de la science politique en France », 1959. Souligné dans le texte.

académique français. Dès novembre 1960, un premier colloque, organisé par le laboratoire, s'intéresse aux « pays nouvellement indépendants dans la vie internationale », suivi d'un deuxième colloque, en mars-avril 1962, consacré à « l'influence de l'indépendance des nouveaux États sur la politique des Puissances ». Les deux événements donnent lieu à la publication de trois *Cahiers de la FNSP* et à un numéro de la *RFSP*<sup>77</sup>. L'introduction au premier *Cahier* décrit en détail, et avec une certaine fierté, « les phases matérielles de l'élaboration de l'objet » : « Discussion de plusieurs mois entre les collaborateurs du CERI pour aboutir à une délimitation du sujet, à un découpage des thèmes qui seraient confiés à chacun des rapporteurs, au choix même de ces rapporteurs. Une telle démarche [...] a amené à définir certains concepts et même à formuler les premières hypothèses de travail<sup>78</sup>. » Les deux directeurs du CERI sont les maîtres d'œuvre des colloques et des actes ; les contributeurs retenus pour les publications sont majoritairement membres du CERI (permanents et associés), avec un recours ponctuel à des intervenants extérieurs et étrangers. Si ce premier projet majeur occupe l'équipe pendant la première moitié des années 1960<sup>79</sup>, son projet-compagnon portant sur la « théorie des relations internationales » connaît un destin contrarié, nous y reviendrons.

### *Les area studies, façon CERI*

La constitution de « sections et groupes de travail » sur le modèle des *area studies* est – avec la mise en place de « projets majeurs » – l'autre caractéristique organisationnelle du CERI sur le « modèle américain ». Dès 1954, Jean-Baptiste Duroselle propose une structuration en groupes dont « la plupart doivent se consacrer à des aires géographiques déterminées (*area studies*)<sup>80</sup> », tandis que Jean Touchard énumère dans ses notes programmatiques les sections géogra-

77. *Cahiers de la FNSP*, n° 121, « Les nouveaux États dans les relations internationales », sous la dir. de J.-B. Duroselle et J. Meyriat, 1962 ; n° 126, « La communauté internationale face aux jeunes États », sous la dir. de J.-B. Duroselle et J. Meyriat, 1964 ; n° 131, « Politiques nationales envers les jeunes États », sous la dir. de J.-B. Duroselle et J. Meyriat, 1964. N° spécial de la FNSP, « Indépendance et relations internationales », 10-4, décembre 1960.

78. J.-B. Duroselle, J. Meyriat, « Introduction », *Cahiers de la FNSP*, n° 121, *op. cit.* (n. 77), p. 6-7.

79. Le projet majeur défini en 1966 porte sur « relations entre l'indépendance politique et l'indépendance économique ».

80. Sciences Po, 2SP34, lettre de Duroselle à Touchard, 14/11/1954.

phiques déjà en activité et celles restant à constituer<sup>81</sup>. Mais les *area studies* façon CERI ont bien peu à voir avec leurs homologues américaines<sup>82</sup> et même françaises de l'EHESS<sup>83</sup>.

Outre que cette organisation préexiste à la collaboration avec les fondations américaines et à l'arrivée de Jean-Baptiste Duroselle à Sciences Po – elle date de 1952 et s'explique par l'obtention de financements français fléchés géographiquement, rappelant d'ailleurs la structuration du CEPE mise en place dans les années 1930 –, elle est doublement trompeuse.

Les organigrammes sophistiqués masquent mal le caractère artificiel de certaines sections, dont la multiplication ne doit pas dissimuler le développement très inégal. Nombre de sections sont polarisées autour d'un ou deux chercheurs isolés (Duroselle, Grosser, Meyriat, Gerbet, Schram), entourés d'assistants, quand la section ne se réduit pas au chercheur lui-même (Pierre Hassner). Les unités les plus établies et les plus « dynamiques » comme URSS-Chine et Europe méditerranéenne et, dans une moindre mesure, Politique européenne et États-Unis, sont peu nombreuses. Faute de troupes, la moitié des sections dépendent d'institutions partenaires externes à la FNSP : ainsi les sections Asie et Afrique relèvent respectivement du CEPE, de l'EHESS et de l'IEP d'Aix-en-Provence, où a été créé un Centre d'études de l'Afrique du Nord (articulé au CERI mais financé par le ministère de l'Éducation nationale et la fondation Ford). Il en est de même pour les groupes de travail *Commonwealth* et Europe de l'Est, ou encore *Questions stratégiques* (CEPE-IFDES). Ce dernier exemple est assez emblématique du décalage entre moyens et ambitions. Jean-Baptiste Duroselle met en effet sur pied, en décembre 1958, un groupe d'études sur la bombe atomique française et les relations internationales mais ne peut rivaliser avec le CEPE qui accueille, après de nombreuses tractations, l'Institut français d'études stratégiques (IFDES), constitué autour de la personnalité brillante du général

81. *Ibid.*, 2SP13, Touchard, note « Ébauche d'un programme pour la Fondation », 06/10/1954 et « Note à usage interne sur le développement des activités scientifiques de la Fondation », 1954.

82. Immanuel Wallerstein, « The Unintended Consequences of Area Studies », in Noam Chomski (*et alii*), *Cold War and the University. Toward an Intellectual History of the Postwar Years*, New York, The New Press, 1997. David Szanton (ed.), *The Politics of Knowledge : Area Studies and the Disciplines*, Berkeley, University of California Press, 2004.

83. Brigitte Mazon, *Aux origines de l'EHESS*, *op. cit.* (n. 7) ; Iona Popa, « International Construction of Area Studies in France during the Cold War : Insights from the École Pratique des Hautes Études 6<sup>th</sup> Section », *History of the Human Sciences*, 2016, 29/4-5, p. 125-150 et Iona Popa, « Aires culturelles et recompositions (inter)disciplinaires », *op. cit.*, (n. 25).

Beaufre<sup>84</sup>. Il se résout finalement, avec Raymond Aron – qui connaît bien le CEPE depuis l'avant-guerre –, à participer aux travaux menés dans le cadre du CEPE et de l'IFDES. Le CERI décide ainsi d'y déléguer l'une de ses chercheuses, Nicole Deney, pendant quatre ans<sup>85</sup>.

Surtout, les incessantes références aux *area studies* américaines (elles-mêmes introuvables) sont toutes théoriques. Certes l'obsession linguistique – justifiée par les ratés des débuts, lorsque le Centre d'études sur l'URSS était animé par des non-russophones – est perceptible dans les recrutements des assistants, mais paradoxalement aucune formation linguistique n'est proposée par le Troisième cycle. En matière de formation et de culture professionnelles, la pratique du voyage d'études et du « terrain » (en vigueur au CEPE dès avant-guerre et que le géographe Jean Gottmann avait tenté d'introduire, sans succès, dès le début des années 1950 à Sciences Po avant de migrer vers l'EHESS<sup>86</sup>) met du temps à s'installer et reste peu répandue<sup>87</sup>, comparée à l'approche documentaire<sup>88</sup>. Quant à la pluridisciplinarité, marque de fabrique de Sciences Po, elle caractérise incontestablement les cultures scientifiques des différents protagonistes, mais il manque à la palette disciplinaire certains domaines phares des départements d'*area studies* (anthropologie, sociologie, économie, démographie, géographie) – au profit de la dominante « histoire », « science politique » et « lettres et civilisation ». Enfin, la couverture géographique des « aires » par le CERI s'avère relativement atypique et asymétrique : les groupes URSS et Chine sont anciens et attendus, mais l'étude de l'Asie et de l'Afrique est externali-

84. Sur l'Institut français d'études stratégiques, voir Sabine Jansen, *Les Boîtes à idées, op. cit.* (n. 2), p. 181-189.

85. Sciences Po, Procès-verbal du Conseil d'administration de la FNSP, 6/12/1966, p. 28.

86. RAC-RFA, 500S, NFPS, GiA SS-5062, 7 juillet 1950 – bourse annulée en juillet 1952.

87. Sciences Po, 2SP33 : En 1966, dans sa demande d'association au CNRS, le CERI réclame des crédits pour financer treize voyages d'études sur trois ans (soit 5 départs par an), pour un collectif de 30 chercheurs permanents et de 46 chercheurs à temps partiel et associés (la demande de recrutement sur la même période étant de 10 nouveaux chercheurs permanents).

88. RAC-RFA, 500S, NFPS, GiA 63059-63/406 : le financement Rockefeller pour l'étude de l'Amérique latine (1963-66) est destiné « à créer un centre important de publications et de documentations sur l'Amérique latine et à fournir à l'équipe des assistants de recherche qualifiés » ; Interview GF et Duroselle, Meyriat, Chevalier 26/04/1963 : « Construire un centre de documentation [...]. Cela nécessitera au moins trois jeunes assistants ou même assistants de recherche qui seront non seulement responsables du catalogage et de l'usage de ces matériaux mais dont on attendra aussi qu'ils en analysent une partie. »

sée ; l'investissement scientifique de l'Amérique latine, par la création d'une nouvelle section, intégrée au CERI et financée par deux subventions (*grants-in-aid*) de la Rockefeller et de la Ford dans les années 1960<sup>89</sup>, n'est pas probant, de l'avis même de ces fondations qui tirent un bilan négatif<sup>90</sup> des travaux entrepris sous la direction de François Chevalier, chartiste, ancien diplomate et professeur au sein de la section littérature espagnole de l'université de Bordeaux. Ses ambitions diplomatiques s'avèrent, en effet, peu compatibles avec l'objectif scientifique visé.

Enfin, la structuration des sections du CERI autour d'aires géographiques n'a jamais été exclusive. En 1954, Jean-Baptiste Duroselle « envisage[ait] la création de groupes étudiant des *problèmes*<sup>91</sup> en dehors des cadres de la géographie : exemple, le problème du rôle de l'opinion publique en matière de politique étrangère, le problème de la méthode d'étude des RI<sup>92</sup>(sic) » et, en 1959, il listait les « *projets particuliers*<sup>93</sup> (bombe atomique française, nationalismes comparés, origines des institutions européennes, relations France-URSS, relations France-États-Unis, politique étrangère italienne, etc.) ». Empirisme et opportunisme expliquent cette multiplication d'axes, liée soit à des commandes et à des partenariats ponctuels (avec le CEPE et l'IFDES pour la bombe, le ministère de la Défense pour le nationalisme), soit aux centres d'intérêts des différents chercheurs (Girardet, Gerbet, Duroselle).

## UNE THÉORIE ET UNE MÉTHODOLOGIE DES RELATIONS INTERNATIONALES INTROUVABLES ?

Dès 1956, lors de ses échanges avec les fondations américaines, Jean-Baptiste Duroselle propose de développer des programmes de

89. RAC-RFA, 500S, NFPS, GiA 63059.

90. RAC-FFA, GiA 64-380, Courrier interne C.D. Goodwin-Arthur Cyr, 18/04/1972. Les réserves des fondations portent à la fois sur l'absence de *reporting* et la gestion de la bourse, mais surtout sur le caractère individuel et dispersé des recherches entreprises. On en comprend mieux les causes lorsque l'on sait que, parallèlement à son engagement au CERI, il dirige l'Institut d'études andines à Lima (qui le contraint à de fréquents séjours au Pérou) puis, à partir de 1967, la Casa Velasquez à Madrid, avant d'obtenir la chaire d'histoire de l'Amérique latine à la Sorbonne en 1969.

91. Souligné dans le texte.

92. Sciences Po, 2SP34, lettre de Duroselle à Touchard, 14/11/1954.

93. Souligné dans le texte.

recherche portant sur la théorie des relations internationales, très présente aux États-Unis mais encore inconnue en France, et sur l'étude des relations franco-américaines. Autant la description consacrée au second sujet se décline en enquêtes précises, autant le projet « théorie des relations internationales » reste vague et consiste à « discuter de rapports » et à « échanger avec les homologues américains »<sup>94</sup>. En novembre 1956, une réunion se tient sous l'égide de la FNSP, rassemblant les spécialistes français, européens et américains de relations internationales et les représentants des grandes fondations américaines (Carnegie, Rockefeller et Ford) : elle vise à impressionner les interlocuteurs américains et à lancer la « discipline » dans le champ français. La note préparatoire présentée par Duroselle invite à l'étude du *decision-making*, à la montée en généralité par comparaison d'études monographiques, et à la conquête du temps présent, nouvelle frontière de l'historien. Elle en appelle surtout à l'élaboration d'une théorie des relations internationales. Un an plus tard, la Rockefeller accorde un financement à la FNSP en « International Relations and Political Theory », destiné à élaborer « des concepts et principes adéquats sur la nature de la politique internationale, en se fondant sur les expériences historiques de la France et d'autres pays européens [...à] tenter de comprendre le processus de prise de décision en matière de politique étrangère »<sup>95</sup>. Pourtant l'ambition réaffirmée d'élaborer une « théorie des relations internationales » et de définir une méthodologie propre à la discipline n'est pas franchement concluante. Le rapport d'activité envoyé à la Rockefeller à la terminaison du financement, en février 1962, dresse un bilan assez maigre, se résumant à l'organisation de quelques séminaires et à la parution de quelques articles<sup>96</sup>.

Au Troisième cycle, qui ouvre ses portes en 1957 et devient le lieu privilégié de formation des futurs chercheurs des laboratoires de la FNSP, le bilan est contrasté<sup>97</sup>. Les relations internationales sont plutôt bien représentées au lancement de la formation en 1957-58, avec trois séminaires de recherche aux visées théoriques (« Théorie des relations internationales », Aron-Duroselle<sup>98</sup> ; « Les facteurs de

94. RAC-RFA, 500S, NFPS, lettre de la FNSP à la FR du 12/07/1956 : « Project for the organisation of two study groups in the field of IR ».

95. *Ibid.*, 1957-63, n° 57078.

96. *Ibid.*, « Use of the Grant made to the FNSP by the Rockefeller Foundation », février 1962.

97. Voir les *Livrets de l'étudiant* de Sciences Po 1957 à 1968 et Sciences Po, 2SP35, Troisième cycle.

98. Le séminaire Aron-Duroselle, éphémère, est décrit aux partenaires américains : RAC-RFA, 500S, NFPS, « Rapport FNSP-CERI », 23/04/1957 et « Note sur l'enseignement de la théorie politique à la FNSP de Paris et sur ses possibilités

la politique étrangère américaine », Duroselle ; « Les interactions de la politique intérieure et des relations internationales », Grosser) et trois séminaires spécialisés, façon *area studies* (« L'Allemagne », Grosser ; « Les pays méditerranéens », Meyriat ; « L'Afrique noire », Balandier et *alii*). Mais les séminaires « Théorie des relations internationales » et « Interactions » sont interrompus dès 1958, et ce n'est qu'en 1962 que Duroselle présente, seul cette fois, un séminaire de recherche sur la théorie des relations internationales (rebaptisée « Dynamique des relations internationales ») avant de le confier à Pierre Hassner en 1966 (qui lui redonne son intitulé initial), tandis qu'A. Grosser propose à partir de 1960 un séminaire de politiques comparées (« La vie politique dans les États contemporains ») et un séminaire monographique (« La politique extérieure de la France »). À la fin des années 1960, avec le désinvestissement de Jean-Baptiste Duroselle, les relations internationales disparaissent progressivement des maquettes du Troisième cycle, avec un seul séminaire de recherche proposé en 1968-69 par deux élèves de Aron, l'économiste Jean-Claude Casanova et Pierre Hassner, portant sur « Économie et politique dans les relations internationales : données et limites de l'interdépendance ». Quant au séminaire général de méthodologie, il est dominé dès l'origine par la formation aux méthodes de la science politique et, secondairement, des disciplines classiques (histoire, littérature, géographie). En 1960, seules deux séances (assumées par Alfred Grosser), sur la vingtaine que compte le séminaire général, sont consacrées au « Comparative Government » et à « l'étude des relations internationales » et, en 1963, les relations internationales ont disparu du séminaire de méthodologie, sauf mobilisation d'exemples étrangers dans les études de cas.

Côté CERI et recherche, le bilan méthodologique et théorique est également contrasté : des deux « projets majeurs » proposés par le CERI en 1958, seul celui sur les pays en voie de développement (PVD) – et non celui consacré à la théorie des relations internationales – donne lieu à un véritable effort collectif et à une abondante production scientifique. Le sujet retenu répondait en effet à une demande politique purement française, exprimée dès le début des années 1950<sup>99</sup>, tandis qu'il ne constituait pas le sujet de prédilection

de développement » (non datée) : « Ce séminaire se propose de définir ce que peut être une théorie des relations internationales, de discuter sur les notions (conceptualisation), sur les cas-types (schématisation), sur les résultats possibles de comparaisons entre divers cas (généralisation). »

99. Ainsi, à la demande du MAE, en 1951, Sciences Po crée un Centre d'études africaines, qui devient le Groupe d'étude sur les pays sous-développés destiné à former des fonctionnaires en 1953 ; en 1952, un cours d'« Anthropologie appliquée

des spécialistes américains des relations internationales, notamment des théoriciens réalistes<sup>100</sup> qui accordent un intérêt relatif aux problèmes coloniaux et développent une relation ambivalente aux théories du nationalisme, de la modernisation et du droit international<sup>101</sup>. Néanmoins, l'approche choisie par le CERI pour étudier les PVD est assez fidèle à la *doxa* réaliste : sont étudiés « les aspects politiques du phénomène de l'indépendance [au motif que] des milliers d'ouvrages et d'articles ont été consacrés à ses aspects économiques [...] mais rien d'important n'avait été publié sur la façon dont les nouveaux pays conçoivent et élaborent leur politique étrangère<sup>102</sup> ». Ce n'est donc pas tant la théorie de la modernisation ni l'idéologie nationaliste, mais bien la construction des nouveaux États indépendants et leur politique de « puissance » (intérêts) qui sont abordées lors du premier colloque. Le second colloque est centré sur les anciennes grandes puissances (l'URSS et les États-Unis inclus), le calcul des gains et des « pertes » liés à la décolonisation, les « relations des puissances entre elles et des relations avec le Tiers-Monde » et entre les « blocs ». Pierre Hassner ouvre et clôture l'événement par deux interventions théoriques sur le « système international » et sur « les deux blocs dont la force domine le monde »<sup>103</sup>. Le troisième colloque traite de « la politique des États anciens envers les États nouveaux » et présente une succession d'analyses monographiques (mais qui se veulent comparatives) sur les politiques étrangères nationales, avec pour grille de lecture l'étude de « l'inégalité de fait », la « domination » et le « contrôle ». Le « projet majeur » PVD est ainsi à la croisée de préoccupations françaises et d'ambitions théoriques et méthodologiques qui font écho aux débats disciplinaires américains.

aux problèmes des pays sous-développés » est confié à Georges Balandier ; en 1957, la FNSP, toujours à la demande du MAE, héberge le Centre de formation des experts de la coopération technique internationale ; en 1958, la FNSP accompagne la naissance d'un Centre d'études de l'Afrique du Nord à l'IEP d'Aix-en-Provence. Le contexte franco-colonial explique ce foisonnement d'initiatives, au point d'inquiéter le président de la FNSP, Pierre Renouvin : « Les problèmes africains sont très à la mode, trop à la mode peut-être », Sciences Po, procès-verbal du Conseil d'administration de la FNSP, 24/05/1960.

100. J. Donnelly, « Realism and the Academic Study of International Relations », in J. Farr, J. Dryzek, S. Leonard (dir.), *Political Science in History*, Cambridge Mass., CUP, 1995, p. 175-197. Voir aussi Nicolas Guilhot (dir.), *The Invention of International Relations Theory*, *op. cit.* (n. 4).

101. Nicolas Guilhot, « Imperial Realism. Post-War Theory and Decolonization », *The International History Review*, 36/4, 2014, p. 698-720.

102. J.-B. Duroselle, J. Meyriat, « Introduction », in *Cahiers de la FNSP*, n° 121, *op. cit.*, p. 9.

103. Pierre Hassner a obtenu un financement Rockefeller en 1962 pour travailler sur le sujet.

L'apport proprement théorique du CERI reste néanmoins principalement limité aux travaux personnels de quelques chercheurs et ne constitue souvent qu'un axe secondaire de leur agenda de recherche (pour Duroselle<sup>104</sup>, spécialiste d'histoire diplomatique de l'entre-deux-guerres, de la politique étrangère américaine et des relations franco-américaines, comme pour Grosser, spécialiste de l'Allemagne), à l'exception de Raymond Aron, qui n'est membre ni du CERI ni de Sciences Po, et de son élève, Pierre Hassner. Ainsi trouve-t-on effectivement des articles<sup>105</sup> dans la *RFSP* et des *Cahiers de la FNSP*, consacrés à des réflexions théoriques sur la discipline relations internationales<sup>106</sup>, à des analyses de *decision-making* (élaboration de la décision, facteurs de la décision) et à l'étude des processus (rôle des administrations, des lobbies<sup>107</sup> et de l'opinion publique<sup>108</sup>) – preuve d'une incontestable influence des travaux de science politique, américains et réalistes. Mais les études documentaires (une série « Textes et documents pour l'étude des relations internationales » est publiée sous l'égide de la FNSP), les monographies et les travaux classiques d'histoire diplomatique et d'analyse de relations bilatérales, ainsi que des études sur les organisations internationales et régionales<sup>109</sup>, caractérisent tout autant le CERI des années 1950 et 1960. Le *Traité de relations internationales* Duroselle-Grosser (sont également mentionnés Gerbet, Freymond et Goormaghtigh) « présentant les diverses théories et méthodes [*des relations internationales*] et illustrées par des exemples concrets<sup>110</sup> » n'a jamais vu le jour ; aucun colloque ni

104. Les partenaires américains ne s'y trompent pas et qualifient Duroselle de « diplomatic historian », voir RAC-RFA, Duroselle File, lettre de recommandation d'H. Morgenthau à Ken Thompson, juillet 1956.

105. Nous nous limitons au dépouillement des tables des *Cahiers de la FNSP* et de la *RFSP*, débouchés « naturels » des productions des chercheurs du CERI de 1952 à 1968, ainsi qu'à la liste des thèses soutenues au Troisième cycle.

106. Jean-Baptiste Duroselle : « L'étude des relations internationales : objets, méthode, perspectives », *RFSP*, n° 4, 1952, p. 676-701 ; « Histoire des relations internationales », *RFSP*, n° 2, 1956, p. 399-405 ; « Histoire sociale et histoire des relations internationales », *Revue économique*, n° 3, 1956, p. 401-413 ; « L'élaboration de la politique étrangère française », art. cit. (n. 42) ; « Les études régionales et les relations internationales », Unesco ; « La stratégie des conflits internationaux », *RFSP*, n° 2, 1960, p. 287-308. Alfred Grosser, « L'étude des relations internationales, spécificité américaine ? », *RFSP*, n° 3, 1956, p. 634-651.

107. Jean Meynaud, « La Pression des groupes internationaux, esquisse d'un cadre de recherche », 1960.

108. Nicole Deney, « Bombe atomique française et opinion publique internationale. Études de cas », 1962.

109. Stanley Hoffmann, « Organisations internationales et pouvoirs politiques des États », *Cahiers de la FNSP*, n° 52, 1954.

110. RAC-FFA, GiA 58-116, lettre de Duroselle à Stone, 20/03/1956.

numéro spécial de revue n'y a été consacré. En 1959, Jean-Baptiste Duroselle se désolait de la prégnance d'une démarche « *beaucoup trop axée sur la France* <sup>111</sup> [...] *beaucoup trop littéraire et historique*. C'est-à-dire qu'elle se complaît dans la description, dans l'enrichissement de la connaissance des "phénomènes uniques", mais elle répugne à l'effort de généralisation [...] autant il serait absurde de chercher en politique des lois rigoureuses puisque l'indétermination reste l'apanage de la personne humaine et des collectivités de personnes, autant il me paraît inadmissible de ne pas entreprendre de découvrir des corrélations, des lois de probabilités, des "données fondamentales" ». Il regrette aussi un déficit « d'utilisation de toutes les données quantitatives accessibles... <sup>112</sup> », mais il n'est pas établi que la programmation scientifique du CERI, la production de ses chercheurs et leur participation à la formation du Troisième cycle aient contribué à invalider entièrement ce constat.

Néanmoins, le microcosme Sciences Po a été propice à l'interdépendance, voire l'interpénétration de la science politique et des relations internationales <sup>113</sup>, les deux disciplines mijotant dans la même marmite de l'AFSP et du Troisième cycle, se déployant sur les mêmes supports de publication (*RFSP* et *Cahiers de la FNSP*, la collection *Sciences politiques* chez Colin qui publie par exemple *La Politique extérieure des États-Unis de Wilson à Roosevelt* de Duroselle) et réunissant le même groupe d'hommes, indifféremment désignés sous le titre de politistes ou de spécialistes de relations internationales (Alfred Grosser, André Mathiot, Rémy Leveau par exemple). Cette hybridation est encore renforcée par la structuration du CERI en *area studies*, qui contribue à faire de la discipline émergente des relations internationales un exercice de science politique appliquée à des espaces étrangers – comme en témoignent la référence à la *Comparative Politics* et les nombreux intitulés mentionnant « Vie politique » accolée à des pays étrangers. Au CERI, Jean Meyriat, responsable de la section « Europe méditerranéenne », propose de mener en 1956 une grande enquête « régionale » portant sur « Les structures locales de la vie politique des pays méditerranéens » <sup>114</sup> à la fois multiscalaire (État, nation, province, communauté, village) et comparative : pour étudier la « vie

111. Souligné dans le texte.

112. Sciences Po, 2SP31, Note de Duroselle, « L'État de la science politique en France », 1959.

113. Nous suivons en cela l'analyse de Nicolas Guilhot, « The French Connection », *op. cit.* (n. 3).

114. RAC-FFA, GiA 58-116, Jean Meyriat, « Avant-projet d'une enquête sur les structures locales de la vie politique dans les pays d'Europe méditerranéenne », 09/03/1956.

politique », sont mobilisés des objets traditionnellement investis par la science politique (les « institutions politiques et leur fonctionnement », « l'opinion publique », les « comportements politiques et électoraux », la « participation ») ainsi que l'approche de *Comparative Politics*. Les séminaires spécialisés de Troisième cycle reprennent cette même approche (« La vie politique dans les États contemporains », Grosser, 1963 ; « Institutions politiques comparées : les parlements », Duverger, 1966). Les publications des chercheurs du CERI se déclinent également en monographies consacrées à des pays étrangers mais dont les objets relèvent de la science politique, à l'instar d'*Administration et politique en Allemagne occidentale* pour Grosser (1954) et de travaux sur l'administration et le personnel ministériel aux États-Unis et en Grande-Bretagne, le processus législatif ou électoral aux États-Unis, ou encore les partis, à la manière de Georges Lavau. Ces bricolages référentiels et le métissage entre science politique et relations internationales constituent les marqueurs les plus évidents de l'influence américaine au CERI – la quête d'une théorie et d'une méthodologie des relations internationales, préoccupation également partagée par la communauté scientifique, restant assez rhétorique et peu aboutie.

## CONCLUSION

Les relations internationales acquièrent une nouvelle visibilité au lendemain de la Grande Guerre. Si la discipline n'a pas d'existence universitaire autonome en France, elle commence à se développer, dans les années trente, sous l'impulsion d'historiens, de juristes, de sociologues et d'économistes. La Sorbonne, avec Pierre Renouvin, lui fait une petite place en histoire, tandis que le CEPE en fait son domaine d'expertise. Son activité, centrée sur « la politique étrangère », demeure toutefois marginale et très liée au Quai d'Orsay.

Il faut attendre la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle pour que le champ des relations internationales se structure et donne naissance à une véritable spécialité. Le processus de construction disciplinaire des relations internationales est le produit d'un espace intellectuel, d'un terrain socio-professionnel et institutionnel et du travail d'acteurs<sup>115</sup>. Il est par nature progressif et fonctionne à la manière des sources vauclusiennes, disparaissant à un endroit pour ressurgir à un autre.

115. Judith Schlanger, « Fondation, nouveauté, limite », *Les Débuts des sciences de l'homme*, n° spécial *Communications*, 54, 1992, p. 289-298.

En France, comme aux États-Unis, la constitution d'un « complexe académico-administrativo-politique » sous les IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Républiques, a joué un rôle favorable à l'institutionnalisation de la discipline, notamment à Sciences Po, carrefour privilégié de la haute fonction publique, des élites et du monde universitaire<sup>116</sup>. La demande politique et les financements français ont été à l'origine de la création du CERI, qui a bénéficié de plusieurs héritages. La conversation entre histoire et science politique, entre enseignement et recherche, entre milieux académiques et milieux de l'expertise a trouvé un terreau propice à la FNSP, moins marqué par les pesanteurs universitaires. L'intervention des fondations américaines a renforcé et conforté ces tendances mais le développement des relations internationales ne doit rien à un *Deus ex Machina*.

Certaines personnalités, à l'instar de Jean-Baptiste Duroselle, peuvent apparaître, à juste titre, comme des pères fondateurs. Il ne faut pourtant pas sous-estimer le rôle d'acteurs plus discrets mais tout aussi engagés, comme Jean Meyriat ou Alfred Grosser. Certes, la composition de l'équipe du CERI est moins le fruit de calculs savants que de choix pragmatiques, mais le collectif ainsi formé, fragmenté et hétérogène, s'est montré souple et ouvert. Il s'est finalement révélé en adéquation avec un champ français des relations internationales polycentrique, réunissant un petit nombre d'acteurs qui interagissent davantage qu'ils ne se concurrencent.

---

Sabine Jansen est diplômée de Sciences Po, agrégée, docteure et habilitée à diriger des recherches en histoire. Elle est professeure des universités au Conservatoire national des arts et métiers à Paris et chercheuse au Laboratoire interdisciplinaire de recherches en sciences de l'action (Lirsa). Elle a cofondé et dirigé la rédaction de la revue de Sciences Po, *Histoire@Politique* (2007-2014) et elle est aujourd'hui rédactrice en chef de la revue *Questions internationales*, secrétaire générale de la *Revue historique* et membre du comité de rédaction de la revue *Parlement(s)*. Ses travaux portent sur l'expertise et le processus de décision dans le domaine des relations internationales et sur la vie politique en France. Elle a publié, entre autres, *Pierre Cot. Un antifasciste radical* (Fayard, 2002) ; *Les Grands Discours parlementaires de la Quatrième République. De Pierre Mendès France à Charles de Gaulle* (Armand Colin/Assemblée nationale, 2006). Son dernier livre, *Les Boîtes à idées de Marianne. État, expertise et relations internationales, 1935-1985* (Éditions du

116. Brigitte Gaiïti et Marie Scot, « Une science sans savants ? Les paradoxes de l'émergence de la science politique entre 1945 et 1968 », *Revue française de science politique*, 67/1, 2017, p. 13-42 et « Une science sur ordonnance ? Les paradoxes de l'émergence de la science politique entre 1945 et 1968 » (à paraître).

Cerf, 2017) a obtenu le Prix Jean Sainteny 2018 de l'Académie des sciences morales et politiques.

Marie Scot est PRAG à l'IEP de Paris et chercheuse au Centre d'histoire de Sciences Po. Normalienne, agrégée et docteure en histoire, elle est spécialiste de l'histoire de l'enseignement supérieur, d'histoire des sciences sociales et d'histoire intellectuelle transnationale, elle a étudié les circulations internationales de savoirs. Elle est membre des comités de rédaction de la revue *Vingtième siècle, Histoire@Politique. Politique, Culture, Société* et de la revue *Pouvoirs*. Elle a rédigé une histoire de Sciences Po, accessible en ligne : Sciences Po Stories : <http://www.sciencespo.fr/stories/#!/fr/home/> (2013). Elle a publié, entre autres, *La London School of Economics & Political Science. Internationalisation universitaire et circulation des savoirs en sciences sociales 1895-2000* (Puf, 2011), et édite avec Vincent Duclert les œuvres complètes d'Elie Halévy aux Éditions Les Belles Lettres.

## RÉSUMÉ

Portant sur la période des années 1930 aux années 1970, l'article analyse les conditions du développement de la discipline des relations internationales, au croisement de plusieurs sciences sociales. Après avoir rappelé l'impulsion donnée à l'étude des questions internationales par les mouvements pro-SDN dans l'entre-deux-guerres, les auteures suivent la naissance et le déploiement des relations internationales à l'IEP et à la FNSP après 1945, en montrant les synergies avec les administrations françaises (Éducation nationale, Affaires étrangères), l'Université ainsi qu'avec les fondations philanthropiques américaines (Carnegie, Ford, Rockefeller). Celles-ci ont soutenu l'essor des relations internationales à Sciences Po, au travers notamment du financement du Centre d'études des relations internationales (CERI) à partir de 1957. À côté de la 6<sup>e</sup> section de l'EHESS et du Centre d'études de politique étrangère, créé en 1935 avec l'appui de l'université de Paris et de l'École libre des sciences politiques, mais dont les activités s'étiolent et s'éloignent progressivement des préoccupations académiques, le CERI devient le premier centre de recherches spécialisé dans les questions internationales en France. Dirigé par l'historien Jean-Baptiste Duroselle, s'inspirant des études par aires culturelles, en vogue outre-Atlantique, le CERI agrège, de façon à la fois empirique et pragmatique, des chercheurs de tous horizons et un ensemble de pratiques et de méthodes, qui contribuent à forger un nouveau champ disciplinaire.

Mots-clés : XX<sup>e</sup> siècle, France, relations internationales, sciences sociales, *area studies*, aires culturelles, Sciences Po, CERI, CEPE, fondations philanthropiques américaines, Fondation Rockefeller, Fondation Ford, Jean-Baptiste Duroselle, Pierre Renouvin, Raymond Aron.

## ABSTRACT

*International relations at Sciences Po : the Birth of CERI and the Rise of a Disciplinary Field (1945-1968)*

This paper deals with the development of the academic discipline of International Relations from the 1930s to the 1970s in France. During the interwar period, pro-SDN movements and philanthropic foundations supported the creation of university

institutes and think tanks. After World War II, Sciences Po (that is the Institut d'études politiques – IEP – and the Fondation nationale des sciences politiques – FNSP – an elite university) became one of the central place where the discipline thrived with the support of the French administration (Education, Foreign Affairs) and of several American philanthropic foundations (Carnegie, Rockefeller, Ford). The CERI (Centre d'études des relations internationales / Center for international Relation Studies), highly subsidized in the 1950s and 1960s by US-dollars, became the first research centre specialized in international relations issues – though closely collaborating with other academic and non-academic institutions, such as the Centre for Foreign Policy Studies (CEPE) and the 6<sup>e</sup> Section of the École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Under the direction of Jean-Baptiste Duroselle, a trained historian and a go-between between the American and French academic and philanthropic worlds, the CERI has pragmatically gathered researchers from various disciplinary and expertise backgrounds and has eclectically developed different sets of methods and working practices, through a wide range of research projects – which contribute to forge the new disciplinary field.

*Keywords: 20<sup>th</sup> century, International Relations, Social Sciences, Area Studies, Sciences Po, CERI, CEPE, American Philanthropic Foundations, Rockefeller Foundation, Ford Foundation, Jean-Baptiste Duroselle, Pierre Renouvin, Raymond Aron.*